

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 11 juin 2007

Nombre d'élus :19

En fonctions : 18

Présents : 13

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: M. GRETHEN - NICOLAY - Mme ANTONIADIS - Adjoint.

Mmes GAUGIN - PEUTOT – ANTOINE - MAHIEU

M. DHIOS - KAUFFER - OMINETTI - VINCENT - BOYER - Conseillers.

Absent excusés : Mme KASSAM →procuration à Mme GAUGIN

M. QUINIO →procuration à M. NICOLAY

M. FLORI →procuration à M. DHIOS

M. INFANTI →procuration à M. STRAUB

Absent : M. NEYHOUSER

Date d'envoi de la convocation : 5 juin 2007

Secrétaire de séance : Monsieur KAUFFER

Ordre du Jour

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 27 mars 2007
2. Création d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) – Décision à intervenir.
3. Contrat d'entretien des appareils de chauffage – Résultat de l'appel d'offres.
4. Demande de garantie d'emprunt BATIGERE NANCY – Compactage/Reprofilage de la dette.
5. CA2M – Modification de la représentation des communes au sein du Conseil de Communauté.
6. Contrat de maintenance du logiciel Bibliothèque
7. Gaz de France – Convention de répartition des Certificats d'Économie d'Énergie.
8. Festival « Musiques sur les Côtes » - Approbation de la convention 2007.
9. SIVT – Adhésion de la Commune de FLEVY
10. Communauté des Soeurs de la Visitation – Nouveaux statuts.
11. Mise à disposition d'un véhicule pour les services techniques – Décision à intervenir.
12. Arrêt du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LESSY.
13. Projet Plan de Protection de l'Atmosphère des 3 Vallées (Fensch - Orne – Moselle)

14. Adhésion au Fonds Formation FLES - CAE/CAV 2007
15. Droit de Préemption urbain
16. Jury Criminel 2008
17. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2007

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte-rendu du Conseil Municipal du 27 mars 2007 est approuvé.

2) ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL, URBAIN et PAYSAGER – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur GRETHEN

Monsieur GRETHEN rappelle à l'Assemblée que le Conseil a approuvé par délibération du 25 octobre 2004 le projet de ZPPAUP. Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique du 15 février au 1^{er} mars 2006 suivie d'un avis favorable du Commissaire Enquêteur sous réserve de quelques modifications.

Le 15 juin 2006, le Conseil Municipal a donné suite aux observations du Commissaire Enquêteur et a modifié le dossier en conséquence.

Ce dossier a ensuite été transmis aux services de l'État:

DRAC – ABF – DDE, à Monsieur le Préfet de la Région lorraine, Préfet de Moselle, ainsi qu'à la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) qui ont émis un avis favorable sans aucune remarque.

M. GRETHEN communique le courrier de la Préfecture du 4 juin 2007 avisant la Commune de l'accord de M. le Préfet à la création de la ZPPAUP de SCY-CHAZELLES.

Il convient à présent au Conseil Municipal de donner son accord pour la création de cette ZPPAUP par arrêté municipal. Exemple à la disposition du public en Mairie.

M. le Maire insiste sur l'importance de cette ZPPAUP pour la protection du patrimoine et de l'environnement de la Commune. Il considère qu'il s'agit d'un événement historique pour Scy-Chazelles.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

VU l'article L 642-2 du Code du Patrimoine modifié,

VU le décret d'application n°207-487 du 30 mars 2007

VU les avis favorables des différents services de l'État dont l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites en date du 3 octobre 2006

VU l'accord de Monsieur le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle du 4 juin 2007

Visé l'accord de Monsieur le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle,

autorise le Maire à prendre l'arrêté portant création de la ZPPAUP qui sera :

- Affiché en Mairie de Scy-Chazelles selon les usages locaux
- Transmis à Monsieur le Préfet
- Mention de publication sera faite dans deux journaux locaux, sur le site Internet de la Commune ainsi que sur le panneau d'affichage lumineux.

Adopté à l'unanimité.

3) CONTRAT D'ENTRETIEN DES APPAREILS DE CHAUFFAGE – RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

M. NICOLAY fait part au Conseil du résultat de la consultation qui a eu lieu concernant le contrat d'entretien des appareils de chauffage. 10 entreprises ont été consultées. 5 entreprises ont répondu.

	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
1	DALKIA	3 691. -	4 333,37
2	SOLOREC	3 636,50	4 280,59
3	AXIMA	4 630. -	5 537,47
4	MULTICONCEPT	4 858,92	5 811,27
5	SAVELYS	5 289. -	6 325,65

La Commission d'Appel d'Offres, compte tenu des documents fournis et après analyse des dossiers, a décidé de retenir l'entreprise SOLOREC, moins disante.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

⇒ **entérine** la décision de la Commission d'Appel d'offres.

⇒ **autorise** le Maire à signer le contrat et les avenants à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

4) DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT BATIGERE NANCY – COMPACTAGE/REPROFILAGE DE LA DETTE

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe le Conseil de la demande de BATIGERE NANCY auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations qui a accepté, du réaménagement, selon de nouvelles caractéristiques financières des prêts référencés en annexes à la présente délibération. Le réaménagement consiste en leur regroupement sous un seul et même contrat de prêt assorti de nouvelles conditions de remboursement fixées ci-après :

- Le maintien des intérêts compensateurs
- Un allongement de la durée résiduelle des emprunts de 5 ans
- Des échéances annuelles
- Un taux de progressivité des échéances de 0,50 %

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

VU l'article R.221-19 du Code monétaire et financier

VU les articles L. 2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 2298 du Code Civil

décide

Article 1^{er} – La Commune de SCY-CHAZELLES accorde sa garantie pour le remboursement aux conditions définies à l'article 2 ci-après des prêts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de BATIGERE Nancy référencés en annexe 1 et issus du regroupement (pour chacun d'entre eux) des prêts initialement référencés dans chacune des annexes 2.1 à 2.2 correspondantes.

Article 2 - les nouvelles caractéristiques des prêts réaménagés sont indiquées (pour chacun d'entre eux) dans l'annexe 1.

Concernant les prêts à taux révisable indexés sur le Livret A, les taux d'intérêt actuariel annuel et de progressivité mentionnés sont calculés sur la base du taux du Livret A en vigueur à la date d'effet des réaménagements, soit 2,75 %.

Les caractéristiques ainsi modifiées s'appliquent aux montants réaménagés des prêts référencés dans le tableau annexé à la date d'effet du contrat de compactage jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la Commune est accordée à hauteur de la quotité indiquée dans le tableau pour chacun des prêts, aux montants réaménagés, majorés des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions pénalités ou indemnités pouvant être dues (notamment en cas de remboursement anticipé) jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Article 3 – Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Commune de SCY-CHAZELLES s'engage à effectuer les paiements en son lieu et place sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 – Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

Article 5 - Le Conseil autorise le Maire à intervenir aux contrats de compactage qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

Adopté à l'unanimité.

5) CA2M – MODIFICATION DE LA REPRÉSENTATION DES COMMUNES AU SEIN DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire fait part au Conseil de la volonté du Conseil de Communauté de la CA2M de modifier la représentation des communes au sein du Conseil.

Il donne lecture de la délibération de la CA2M prise en séance du 21 mai 2007.

Il a été décidé que la nouvelle répartition des sièges serait la suivante, sur la base de la population actuelle :

- 55 sièges pour la Commune de METZ
- 11 sièges pour la Commune de MONTIGNY lès METZ
- 7 sièges pour la Commune de WOIPPY
- 6 sièges pour la Commune de MARLY
- 4 sièges pour les Communes de 3000 à 9999 habitants
- 3 sièges pour les Communes de 1000 à 2999 habitants
- 2 sièges pour les Communes de moins de 1000 habitants.

Le nombre total de membres siégeant au Conseil de Communauté s'établirait à 170. SCY-CHAZELLES aurait donc 3 délégués.

Monsieur le Maire précise qu'en début de chaque nouvelle année, il sera tenu compte des variations démographiques postérieures sur la base de la population indiquée sur les fiches DGF transmises par les services de l'État, afin d'ajuster le nombre de représentants des Communes au sein du Conseil.

Monsieur le Maire invite le Conseil à se prononcer sur cette modification.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

approuve la modification des règles de répartition des sièges.

Adopté par :

10 voix pour

6 voix contre (Mme ANTOINE – M. NICOLAY – QUINIO – KAUFFER – DHIOS – FLORI).

1 abstention (Mme PEUTOT)

6) CONTRAT DE MAINTENANCE LOGICIEL BIBLIOTHEQUE

Rapporteur : Madame ANTONIADIS

Madame ANTONIADIS fait part au Conseil de la proposition de la société MICROBIB pour la maintenance du logiciel Bibliothèque pour la période du 1^{er} juin 2007 au 31 mai 2008.

Le montant de la redevance est de 200 € HT.

Elle rappelle que l'an passé, le montant de la redevance était de 192 € HT.

Elle invite le Conseil à délibérer sur cette proposition.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de confier la maintenance du logiciel Bibliothèque à la société MICROBIB pour la somme de 200 € HT. pour la période allant du 1^{er} juin 2007 au 31 mai 2008.
- **autorise** le Maire à signer le contrat à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

7) GAZ DE France – CONVENTION DE RÉPARTITION DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS informe le Conseil de sa rencontre avec un Responsable de Gaz de France le 9 mai dernier suite au changement de chauffage du Groupe scolaire Bernard Rabas.

En effet, la réalisation de travaux d'économie d'énergie donne droit à l'attribution de CEE (Certificats d'Économie d'Énergie) pour la DRIRE dont la répartition est fixée par la convention entre le « Client » et Gaz de France. Dans le cadre de nos travaux, la participation financière qui sera versée à la Commune est de 250 €.

Il donne lecture de ladite convention.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer la convention de répartition des certificats d' Économie d' Énergie entre la Commune et Gaz de France.

Adopté à l'unanimité.

8) FESTIVAL « MUSIQUES SUR LES CÔTES » - APPROBATION DE LA CONVENTION 2007

Rapporteur : Madame MAHIEU

Mme MAHIEU donne connaissance au Conseil du projet de convention en vue de la réalisation de la 7^{ème} édition du festival « Musiques sur les Côtes » qui a pour thème « BRAHMS sans frontières ».

Les concerts auront lieu :

- Le jeudi 11 octobre à 20 h 30 à l'église Saint Remi de SCY-CHAZELLES
- Le vendredi 12 octobre à 20 h 30 à l'église Sainte Brigide de PLAPPEVILLE
- Le samedi 13 octobre 2007 à 20 h 30 à l'église Saint Gorgon de LESSY
- Le dimanche 14 octobre à 17 h 30 à l'église St Clément de LORRY lès METZ

Le prix du ticket est fixé à 8 €. - Le prix du pass (tous les concerts) à 15 €.

M. le Maire précise que jusqu'à présent aucune commune n'a subventionné le festival.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **approuve** la convention à intervenir entre les Communes de Lessy, Lorry lès Metz, Plappeville et Scy-Chazelles.
- **autorise** le Maire à signer tous les documents afférents à cette manifestation.

Adopté à l'unanimité.

9) SIVT – ADHESION DE LA COMMUNE DE FLEVY

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire donne lecture de la délibération du Comité Syndical du SIVT du Pays Messin du 27 mai 2007 acceptant l'adhésion de la commune de FLEVY au Syndicat.

Il rappelle que conformément aux dispositions de l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, chacune des communes membres doit se prononcer sur cette adhésion.

Monsieur le Maire invite le Conseil à se prononcer sur cette adhésion.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

donne un avis favorable à l'adhésion de la Commune de FLEVY au SIVT.

Adopté à l'unanimité.

10) COMMUNAUTE DES SŒURS DE LA VISITATION – NOUVEAUX STATUTS

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de la Communauté des Sœurs de la Visitation relatif à la modification des statuts de leur Communauté.

En effet, il précise que les statuts initiaux datent de 1806 et que, de plus, l'adresse du siège social a changé.

Lecture en est faite.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

⇒ **approuve** des nouveaux statuts de la Communauté des Sœurs de la Visitation tels qu'ils ont été arrêtés en date du 7 mai 2007.

Adopté à l'unanimité.

11) MISE A DISPOSITION D'UN VEHICULE POUR LES SERVICES TECHNIQUES – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY fait part au Conseil de son entrevue avec des membres de la société INFOCOM-France. Celle-ci se propose de mettre gratuitement à notre disposition des véhicules neufs sans investissement de notre part, kilométrage illimité, garantie constructeur.

Seuls, l'assurance tous risques, l'entretien et le carburant sont à la charge de la Commune.

Le financement de cette opération est assuré par INFOCOM grâce aux sponsors publicitaires figurant sur le ou les véhicules (démarche commerciale effectuée par la société).

De son côté, la Commune s'engage à utiliser régulièrement le véhicule et à le stationner en cas de non utilisation pendant plusieurs jours dans un endroit stratégique de la Commune à forte densité de passage permettant de visualiser les emplacements publicitaires.

Le contrat est passé pour une durée de 6 ans consécutifs. Au terme des 3 premières années, la société procèdera à la reprise du véhicule et le remplacera par du matériel neuf identique et effectuera à cette occasion une nouvelle recherche de sponsors. Le contrat pourra être renouvelé 1 fois pour une période de 3 années consécutives dans les mêmes conditions.

Monsieur NICOLAY propose de s'équiper d'un nouveau véhicule (Partner) afin de remplacer le « Kangoo » existant qui devrait être changé de toute façon cette année.

Il précise que dans le cas où le nombre de 9 sponsors requis pour ce type de véhicule ne serait pas atteint, le contrat serait résilié.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à signer le contrat et tout autre document afférent à cette opération.

Adopté par :

14 voix pour

3 voix contre (Mme MAHIEU – M. VINCENT – OMINETTI).

12) ARRET DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LESSY

Rapporteur : Monsieur GRETHEN

Monsieur GRETHEN fait part au Conseil que la Commune de LESSY par délibération du 22 février 2007 a arrêté le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

n'a pas d'observations à formuler sur le PLU de LESSY.

Adopté à l'unanimité.

13) PROJET DE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE DES 3 VALLEES – FENSCH – ORNE - MOSELLE

Rapporteur : Monsieur DHIOS

M. DHIOS informe le Conseil du projet de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) élaboré par une Commission comprenant la Collectivité territoriale et les EPCI concernés, les services de l'État, les

représentants des activités contribuant à l'émission de substances susceptibles d'affecter la qualité de l'air ainsi que des associations et des personnes qualifiées.

Ce projet a reçu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa réunion du 22 mars 2007. Conformément à la réglementation, il convient de le soumettre au Conseil Régional, au Conseil Général, aux conseils municipaux et aux organes délibérants des ECPI dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du plan.

Il propose au Conseil, après lui avoir fait un bref exposé du contenu du projet de donner son avis sur celui-ci.

Exposé :

Le Préfet a été chargé de mettre en étude le PPA d'après la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 et son décret n°2001-449 du 25 mai 2001 pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants. L'agglomération de METZ fait partie de ces agglomérations.

Ainsi, le territoire retenu pour le PPA s'étend du nord de THIONVILLE au sud de METZ et regroupe 67 communes du sillon mosellan, des vallées industrielles de la Fensch et de l'Orne, soit 540 km² et une population d'environ 445 000 habitants.

L'élaboration du PPA qui a démarré en avril 2006 sera mis à l'enquête publique et sera, en tout état de cause arrêtée par le Préfet avant la fin de l'année 2007.

Les travaux ont été confiés à 5 groupes de travail. Les conclusions montrent une qualité de l'air sur le territoire du PPA globalement bonne. Toutefois, au regard des données et des exigences fixées par les textes réglementaires (décret 1998/360 modifié et 2001/449), les polluants critiques devant faire l'objet d'une réflexion approfondie sont :

1. le dioxyde de soufre (SO₂) → principal émetteur : le secteur industriel

L'objectif est d'abord de diminuer de 50 % le nombre de dépassements du seuil de recommandation et d'information (année de référence 2005) pour l'ensemble du territoire du PPA dans un délai de 3 ans puis le diminuer de 90 % dans un délai de 5 ans en agissant principalement sur le secteur industriel

2. les oxydes d'azote (NO_x) → principal émetteur : le transport routier

L'objectif est de ramener le niveau de concentration en PM₁₀ à un niveau inférieur à la valeur limite journalière pour la protection de la santé humaine (centi 90,4) sur le secteur industriel des vallées de l'Orne et de la Fensch dans un délai de 3 ans

3. les poussières (PM₁₀) → principal émetteur : les industries sidérurgiques etc.

Le but est de maintenir aux abords des grands axes de circulation le niveau de concentration moyenne annuelle à un niveau inférieur à la valeur applicable en moyenne annuelle et ce pour la durée du PPA.

4. l'ozone (O₃) → principal émetteur COV « composés organiques volatils » et les oxydes d'azote (NO_x) phénomènes rencontrés dans des conditions météorologiques le plus souvent anticycloniques.

L'objectif est de diminuer chaque année le nombre de dépassement du seuil de recommandation et d'information pour l'ensemble du territoire des PPA.

Afin d'atteindre ces objectifs, des fiches d'actions ont été établies pour les différents groupes de travail. Elles sont réparties selon les thématiques suivantes :

- Information
- Évaluation
- Incitation
- Prescription

Suivi, évaluation et révision du PPA :

Le Préfet présentera chaque année un bilan de la mise en œuvre du plan au CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques).

Le PPA peut être modifié à tout moment par arrêté du Préfet sur avis du CODERST.

Par ailleurs, la mise en œuvre du PPA fera l'objet d'une évaluation au moins tous les 5 ans. Celle-ci autorisera le Préfet à mettre le PPA en révision identique à celle suivie pour son élaboration.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu

donne un avis favorable au projet du Plan de Protection de l'Atmosphère des 3 Vallées (Fensch – Orne – Moselle).

Adopté à l'unanimité.

14) CESAMM – ADHESION 2007 – FONDS FORMATION FLES CAE/CAV

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

M. NICOLAY donne lecture au Conseil du courrier en date du 28 mai 2007 émanant du CESAMM. Il explique que cet organisme participe au développement de la formation des salariés en contrat aidé des territoires de Metz et Thionville.

Le FLES a créé le Fonds de Formation CAE/CAV en mutualisant les adhésions des employeurs de contrats aidés pour pouvoir mettre en œuvre et cofinancer les actions de formation. Ce dispositif ne concerne cette année exceptionnellement que le second semestre 2007. L'adhésion sera de 30 € par salarié en CAE/CAV (60 € en année complète).

Il invite le Conseil à se prononcer sur cette adhésion sachant qu'un employeur est tenu de participer à la formation des contrats aidés et que cela aura une incidence sur les renouvellements de contrats.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

Considérant qu'à l'heure actuelle 10 salariés sont en CAE/CAV

- **adhère** au fonds de formation FLES/CESAMM pour le 2^{ème} semestre 2007 pour un montant total de 300 €.

Adopté à l'unanimité.

15 A) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur GRETHEN

Monsieur GRETHEN informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain	section 4 n°99 de 10 a 24
Immeuble	2 rue du Saint Quentin
Immeuble	18 rue de l'Esplanade

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain.

15 B) DROIT DE PREEMPTION

Rapporteur : Monsieur GRETHEN

Monsieur GRETHEN informe le Conseil qu'il souhaiterait que l'Assemblée se prononce sur la nécessité de préempter, à l'appréciation du Conseil, pour les immeubles et terrains permettant l'aménagement de parkings ou de garages.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- Soutient cette demande et donne un accord de principe sachant que tout dossier fera l'objet d'un point précis au Conseil Municipal.

Adopté à l'unanimité.

16) JURY CRIMINEL 2008

Il est procédé publiquement au tirage au sort de 6 noms à partir de la liste électorale en vue de la formation du Jury Criminel 2008.

M. Frédéric LANG	38 rue En Prille
Mme Georgette UKROPINA née PRAHIN	3 rue des Sorbiers
Mme Francine GLEY née VEROLE	3/6 rue de l'Etang
M. Frédéric RAVAINÉ	5 rue des Buissons
Mme Martine BOYER née VICINI	31 rue Robert Schuman
Mme Elisabeth WEBER	48 Voie de la Liberté

17) DIVERS

A) RESTAURATION ACCUEIL PERISCOLAIRE – CLSH – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Madame ANTONIADIS

Mme ANTONIADIS informe le Conseil de la fin du contrat de fourniture des repas conclu avec la société SODEXHO le 31 août 1998 qui arrive à échéance le 31 août 2007.

Une nouvelle consultation doit être faite pour la rentrée scolaire 2007/2008.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de lancer une nouvelle consultation pour la fourniture des repas à l'accueil périscolaire et au CLSH à partir de la rentrée scolaire 2007/2008.

Adopté à l'unanimité.

B) DEMANDE DE SUBVENTION

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire fait part des demandes de subvention des associations :

1. Loisirs et Amitiés Sportives
2. Club des Seniors.

1. L'association « Loisirs et Amitiés Sportives » souhaiterait une subvention de 500 € identique à celle de 2006.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

Demande de reporter sa décision à la prochaine réunion du Conseil de début juillet pour informations insuffisantes.

2. M. le Maire présente l'Assemblée Générale le budget prévisionnel de la « Fête de la Vigne » du 9 septembre 2007 organisé par le Club des Seniors. Une subvention de 2000 € est nécessaire à l'équilibre de cette manifestation.

Il précise que ce montant viendrait s'ajouter à la demande de subvention de fonctionnement de 800 € identique à celle de 2006.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** d'octroyer 2000 € au Club des Seniors pour l'organisation de la « Fête de la Vigne » du 9 septembre 2007 mais demande <que le projet détaillé soit vu au bureau avant attribution.
- **décide** de renouveler la subvention de fonctionnement de 800 € pour l'année 2007.

Adopté à l'unanimité.

C) GAZ DE France – COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ 2006

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS informe le Conseil qu'il a reçu en Mairie Mme MAILLOCHON d'EDF Gaz de France Distribution Metz Lorraine venue exposer le contenu de ce rapport.

Concession de SCY-CHAZELLES

(signature du cahier des charges le 29.10.1997 pour 25 ans – Redevance annuelle de fonctionnement 1 344,82 €)

Quelques chiffres en 2006

- 924 clients gaz qu représentent une consommation de 24 022 303 KWH
- 14 352 m de réseau gaz
- nombre total d'appels :21 (dont 10 pour « odeur de gaz »)
- nombre de clients coupés suite à incidents : 1

Sur le territoire de Metz Lorraine

- En 2006, la distribution GDF a investi à hauteur de 9 953 000 €
- 3 962 000 € en extension de réseau
- 550 000€ pour la desserte de nouvelles concessions (10 nouvelles communes depuis 2004 bénéficient d'une desserte en gaz naturel.
- 3 292 000 € pour la résorption des canalisations en fonte grise (suppression de 22 566 m de fontes en 2006 renouvelés par des réseaux en polyéthylène)
- 2 142 000 € utilisés pour la réalisation des travaux de renouvellement et de renforcement des canalisations ainsi que l'implantation de postes de détente.

Il précise que le compte rendu d'activité 2006 est à la disposition des personnes qui souhaiteraient le consulter.

La séance est levée à 22 h 30

SCY-CHAZELLES, le 21 juin 2007

Le secrétaire de séance
Gilbert KAUFFER

Le Maire
Jacques STRAUB